

Comment l'Europe fait face aux huit piliers du plan chinois ?

• Introduction

Quelques semaines après le sommet entre Donald Trump et Xi Jinping, l'Union européenne apparaît plus marginalisée que jamais. Les États-Unis contrôlent les exportations de puces avancées et imposent des droits de douane. La Chine domine les matériaux critiques en verrouillant l'amont des chaînes de valeur. Dans ce face-à-face de coercition mutuelle, deux scénarios s'ouvrent : une guerre commerciale (dans laquelle l'UE serait une victime collatérale) ou [un compromis bilatéral](#) qui marginaliserait l'UE.

Surprise par ces évolutions, l'Europe a d'abord adopté une stratégie de limitation des risques. Avec Washington, l'accord de Turnberry, [récemment accepté](#) par le Conseil et le Parlement européen, s'est fait au prix d'un alignement humiliant. Avec Pékin, l'incertitude demeure. D'un côté, [certains proposent l'arme douanière](#) au risque de déclencher une guerre commerciale ouverte. De l'autre, [l'Espagne](#) ou certains acteurs allemands proposent encore des mesures d'encadrement

des investissements au risque de figer un statu quo dans lequel l'industrie européenne s'érode jour après jour.

C'est dans ce paysage géopolitique saturé qu'intervient l'adoption, en mars 2026, du [15^e plan quinquennal chinois \(2026-2030\)](#). Ce plan érige l'innovation technologique de rupture en priorité absolue pour répondre aux crises structurelles internes du pays (ralentissement, vieillissement, dette des provinces).

Cet article défend l'idée que le 15^e plan quinquennal chinois ne constitue pas une rupture, mais confirme et accélère la stratégie industrielle de long terme initiée dès 2015 avec le plan « Made in China 2025 ». Pensé comme une expansion directe des succès du 14^e plan, il pousse la logique encore plus loin : après avoir rattrapé les standards technologiques mondiaux les plus avancés (1), Pékin s'attache désormais à verrouiller le contrôle vertical de ses chaînes de valeur à travers huit piliers stratégiques (2). Cette trajectoire comporte néanmoins des vulnérabilités économiques structurelles (3) que la diplo-

COMMERCE
& SÉCURITÉ
ÉCONOMIQUE

DÉCRYPTAGE
JUILLET 2026

Sacha Courtial,
chercheur associé
à l'Institut Jacques
Delors

Mathieu Zhang,
contributeur chez
The Initium

matie chinoise tente de masquer derrière un double discours d'interdépendance vis-à-vis de l'Europe (4). Face à cette forteresse économique en construction, l'article analyse le risque d'asymétrie auquel se confronte une Union européenne qui a désormais bien pris conscience du danger (5). Enfin, après avoir dressé le bilan des premières réponses européennes déjà opérationnelles (6), il met en lumière les failles qui subsistent, particulièrement dans les mesures non-commerciales (7), pour encourager la voie d'une riposte européenne unifiée sur l'ensemble de ces domaines (8).

I • Du rattrapage au contrôle : la Chine ne veut plus dépendre des chaînes de valeur, elle veut les organiser

I LE DÉCLENCHEUR GÉOPOLITIQUE

L'accélération de la stratégie technologique chinoise s'explique, d'une part, par l'évolution du contexte international. Depuis le premier mandat de Donald Trump, les États-Unis ont mis en place des restrictions croissantes sur les exportations de technologies vers la Chine, en particulier dans le domaine des semi-conducteurs. Ces mesures s'accompagnent d'une pression accrue sur les alliés de Washington, notamment [les Pays-Bas](#) et [le Japon](#), afin de restreindre leurs propres exportations vers le marché chinois.

Toute dépendance est désormais perçue comme une vulnérabilité stratégique. Dans la perspective d'un éventuel conflit avec les États-Unis autour de Taïwan, qui exposerait la Chine à des sanctions internationales, le renforcement de "l'autosuffisance technologique" (科技自立自强) et industrielle apparaît ainsi comme une priorité centrale

I SUCCÈS DU 14^E PLAN QUINQUENNAL

Le quatorzième plan quinquennal (2021-2025) a permis à la Chine de consolider sa position dominante dans plusieurs secteurs industriels stratégiques. Le pays s'est imposé comme leader mondial dans les panneaux solaires, les batteries et les véhicules électriques, avec des capacités de production et des parts de marché difficilement contestables à court terme. Cette montée en gamme rapide témoigne de l'efficacité de la politique industrielle chinoise, fondée sur des subventions massives, une coordination étroite entre l'État et le secteur privé, ainsi qu'une capacité d'exécution remarquable.

GRAPHIQUE 1. Part de marché de la Chine dans le monde dans le secteurs des panneaux solaires, de l'éolien, des véhicules électriques et de la robotique (2015-2025)

Secteur	Part en 2015 (Lancement)	Part en 2015 (Estimation)	Observation clé
Panneaux Solaires (PV) 	≈50%	>80%	La Chine contrôle désormais plus de 95% de la chaîne de production des composants critiques (plaquettes de silicium).
Éolien 	≈35%	>60%	En 2024-2025, la Chine a représenté environ 70% des nouvelles installations mondiales.
Véhicules Électriques (VE) 	≈30%	>60%	La Chine est le premier marché et exportateur mondial ; les marques chinoises (comme BYD) dominent désormais les constructeurs historiques.
Robotique Industrielle 	≈25%	>50%	La Chine installe désormais plus de robots chaque année que tout le reste du monde combiné.

▲ Sources : Agence internationale de l'énergie, Global Wind Energy Council, Fédération internationale de la robotique.

I LES « NOUVELLES FORCES PRODUCTIVES DE QUALITÉ »

Au cœur du 15e plan quinquennal se trouve la notion de « **nouvelles forces productives de qualité** » (新质生产力), notion soutenue par Xi Jinping lui-même et devenue désormais centrale dans le discours économique chinois. Ce concept désigne une nouvelle phase de développement fondée sur l'innovation technologique et la montée en gamme de l'appareil productif.

Dans un contexte de vieillissement démographique, la Chine ne peut plus compter sur une main-d'œuvre bon marché et abondante. Les autorités font donc le choix de basculer vers un modèle de croissance piloté par l'innovation technologique de rupture.

Le premier ministre Li Qiang a ainsi annoncé **pas moins de 109 projets** dans les secteurs jugés stratégiques : intelligence artificielle, biotechnologies, informatique quantique et nouveaux matériaux.

I FOCUS : LA PRIORITÉ À L'IA ET AUX ROBOTS EN DÉPIT DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

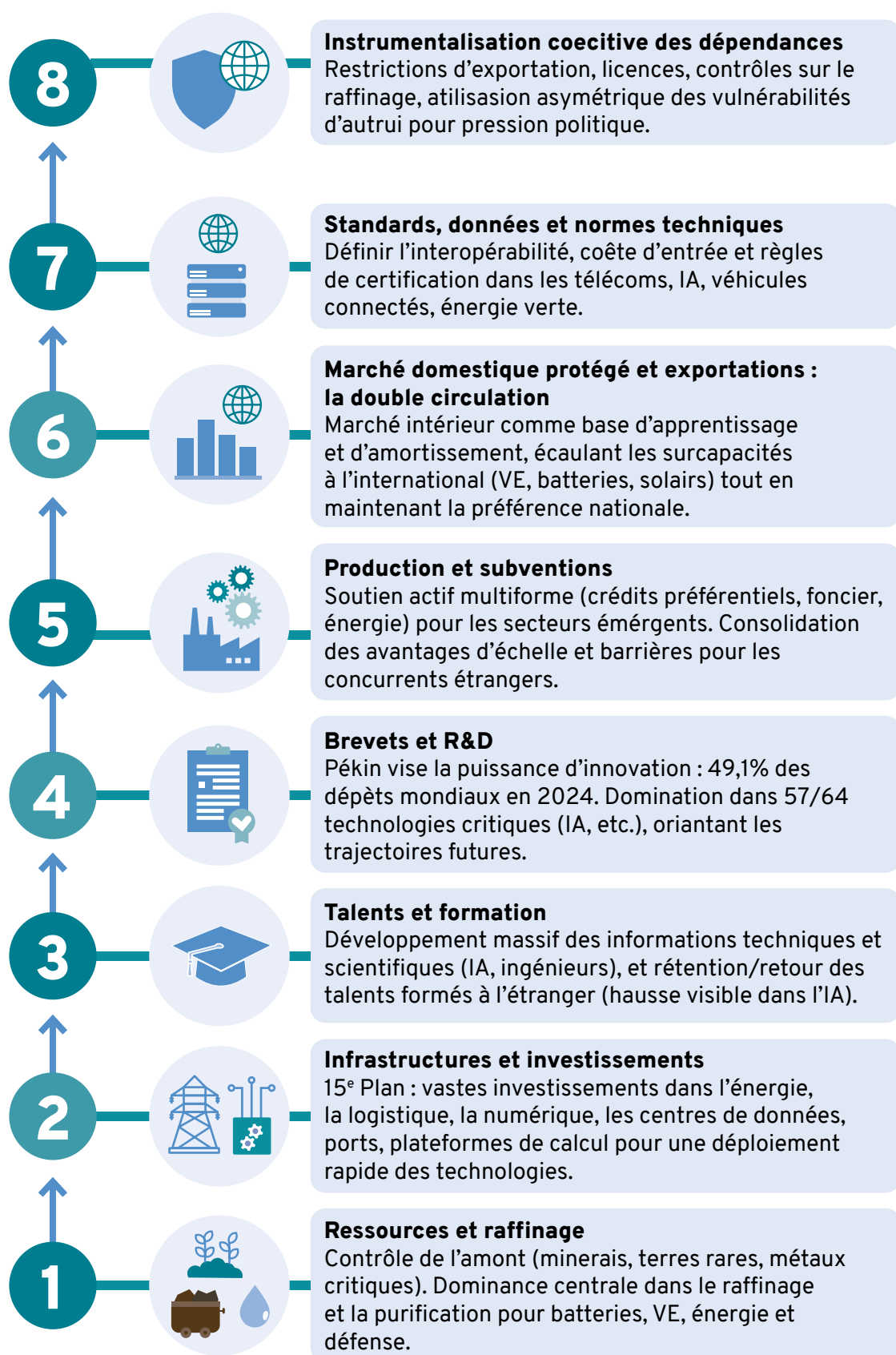
Le pari sur l'IA et la robotisation des métiers est particulièrement frappant. Alors que le chômage reste élevé depuis la période Covid-19, particulièrement celui des jeunes, le gouvernement anticipe déjà la perte **de 7 et 8 millions de travailleurs par an**. Le gouvernement accélère donc sur les objectifs de "pénétration de l'économie" par l'IA. Le plan "AI+" prévoit notamment **l'utilisation d'agents IA dans 70% des tâches** d'ici 2027 et 90% d'ici 2030 dans les secteurs de service. Sur le papier, le gouvernement se félicite de la **création de 10 millions d'emplois**, inévitablement dans la maintenance des machines et des systèmes numériques. De l'autre, des pans entiers de métiers de services à la personne : pharmaciens, caissiers, assureurs, employés de ménage vont être remplacés ou diminués par la présence d'agents androïdes.

II • Une stratégie d'intégration verticale en huit piliers : de l'autonomie à la coercition

La spécificité de la stratégie chinoise réside dans sa logique d'intégration verticale. Il ne s'agit pas seulement de soutenir quelques secteurs jugés prioritaires, mais de maîtriser progressivement l'ensemble de la chaîne de valeur : de l'extraction des ressources à la recherche fondamentale, de la formation des talents à la production industrielle, de la définition des normes techniques jusqu'à la commercialisation des produits finis.

Cette stratégie dépasse parfois le simple calcul économique. La Chine investit aussi dans des segments à faible valeur ajoutée ou faiblement rentables à court terme, dès lors qu'ils sont jugés stratégiques pour la sécurité économique, la résilience industrielle ou la capacité de coercition future. L'objectif n'est donc pas seulement de produire plus, mais de réduire les dépendances chinoises tout en augmentant celles du reste du monde envers la Chine.

GRAPHIQUE 2. La stratégie d'intégration verticale chinoise en 8 piliers
De l'amont des ressources à l'instrumentalisation des dépendances



Objectif :
réduire les dépendances chinoises tout en augmentant celles du reste du monde envers la Chine.

Tableau détaillé des 8 piliers de la stratégie d'intégration chinoise, avec une appréciation si le 15^e plan quinquennal constitue une continuité ou une accélération par rapport aux plans passés.

1. Ressources et raffinage Continuité Depuis 2015, la Chine identifie son approvisionnement en matière première comme la condition pour s'émanciper des chaînes de valeur occidentale. Au premier niveau, la Chine a d'ores et déjà acquis un contrôle dans les ressources critiques (minerais, terres rares, métaux stratégiques et les intrants agricoles ou énergétiques) notamment en Afrique, en Amérique latine et en Asie centrale. Au deuxième niveau, la Chine domine encore plus la transformation de ces ressources. Dans le raffinage, la Chine domine plus de 90% des parts de marché.	2. Infrastructures et investissements continuité Le quinzième plan prévoit de vastes investissements dans les infrastructures énergétiques, logistiques, numériques et industrielles. Ces investissements doivent soutenir le développement des industries de pointe, mais aussi renforcer la résilience du système productif chinois.
3. Talents et formation accélération La montée en gamme chinoise repose aussi sur un investissement dans le capital humain. Pékin développe les formations scientifiques et techniques, renforce ses universités d'ingénieurs et cherche à retenir ou faire revenir les talents formés à l'étranger. Dans l'intelligence artificielle, cette dynamique est déjà visible, la part des chercheurs en IA formés en Chine est passée de 27 % en 2017 à 38 % en 2024.	4. Brevets et R&D continuité La Chine investit dans la recherche et développement afin de transformer sa puissance manufacturière en puissance d'innovation. En 2024, elle représentait 49,1 % des demandes mondiales de brevets, contre 34,6 % dix ans plus tôt. Certes, le volume de brevets ne suffit pas à mesurer la qualité de l'innovation, mais la tendance est également visible dans les publications scientifiques à fort impact. Selon le Critical Technology Tracker de l'ASPI, la Chine mène désormais dans 57 des 64 technologies critiques étudiées sur la période 2019-2023, contre seulement 3 sur 64 au début des années 2000.
5. Production et subventions continuité L'État chinois continue de soutenir activement les secteurs émergents par des subventions, des commandes publiques, des crédits préférentiels, des fonds industriels et des politiques locales de soutien à la production. Ce soutien ne prend pas toujours la forme de subventions directes visibles : il peut passer par le foncier, l'énergie, le crédit, la fiscalité, les marchés publics ou la coordination entre gouvernements locaux, entreprises publiques et champions privés. Dans les secteurs où la Chine a déjà atteint une position dominante, comme le solaire, les batteries ou les véhicules électriques, les subventions directes peuvent être réduites, mais l'écosystème industriel demeure structuré par des années de soutien public.	6. Marché domestique protégé et exportations : la double circulation (双循环) accélération La stratégie de « double circulation » combine protection relative du marché intérieur et expansion internationale. Le marché domestique sert de base d'apprentissage, de croissance et d'amortissement pour les entreprises chinoises. Il leur permet de tester leurs produits, de bénéficier d'économies d'échelle et de consolider leur compétitivité avant de se projeter à l'étranger. Dans le même temps, les surcapacités industrielles sont écoulées sur les marchés internationaux. Cette logique est particulièrement visible dans les véhicules électriques, les batteries, les panneaux solaires ou certains biens d'équipement.

7. Standards, données et normes techniques accélération

La puissance chinoise ne se limite plus à la production d'objets industriels. Elle passe aussi par la capacité à définir les standards qui organisent les marchés futurs.

La standardisation est devenue un élément central de la politique industrielle chinoise, avec une forte implication de l'État et une volonté croissante de projeter ces standards à l'international.

À cela s'ajoute le rôle des données. Les infrastructures numériques, les plateformes industrielles, les véhicules connectés et les systèmes d'IA produisent des flux massifs de données, qui deviennent eux-mêmes une ressource stratégique.

8. Instrumentalisation coercitive des dépendances accélération

C'est dans ce pilier qu'on observe le changement le plus net. Certes dès 2016 a lieu un contrôle d'export des matières premières critique envers le Japon. Toutefois, la Chine ne cherche plus seulement à réduire ses propres vulnérabilités, elle est maintenant en position d'instrumentaliser sa position au sein des chaînes de valeurs mondiales comme levier de riposte.

Suite aux embolies tarifaires de l'administration Trump, c'est cette arme des restrictions d'exportations de matériaux critiques ordonnées par la Chine qui ont forcé le président américain à la négociation.

L'UE n'a pas été épargnée, [fin Novembre 2025](#), en réaction à la nationalisation par les Pays-Bas d'une entreprise de semi-conducteurs, Nexperia, la Chine cesse les exportations de matériaux critiques à l'entreprise. Pendant quelques jours, la chaîne d'approvisionnement est drastiquement perturbée entraînant des arrêts temporaires de production aux Pays-Bas, mais aussi en Allemagne.

III • Les vulnérabilités persistantes

I L'ILLUSION DE LA STABILITÉ ÉCONOMIQUE

L'objectif de croissance de 4,5 % à 5 % fixé pour 2026 reflète autant une ambition économique qu'une nécessité politique. Il s'inscrit dans la perspective d'un [objectif de long terme](#) : atteindre, d'ici à 2035, un niveau de PIB par habitant comparable à celui des pays modérément développés.

Ce chiffre constitue également un signal adressé à la population et aux investisseurs, visant à maintenir la confiance dans un contexte économique incertain.

I LA FAIBLESSE STRUCTURELLE DE LA CONSOMMATION

Malgré les discours officiels, qui placent la consommation intérieure au cœur des priorités économiques pour l'année 2026, celle-ci demeure structurellement faible en Chine. Depuis 2005, elle représente [en moyenne 38 % du PIB](#), contre environ 57 % au niveau mondial. Les dépenses sociales (environ 13 % du PIB) restent également

nettement inférieures aux niveaux observés dans les économies européennes. Cette faiblesse s'explique notamment par l'insuffisance du filet de sécurité social, qui incite les ménages à privilégier l'épargne de précaution au détriment de la consommation.

I UNE STRATÉGIE INCOMPLÈTE POUR DES RAISONS IDÉOLOGIQUES

Pour stimuler la consommation, deux leviers sont généralement identifiés : le renforcement de la protection sociale et les subventions directes à la consommation. Or, la Chine semble ignorer le premier et limiter fortement l'ampleur du second.

Concernant le renforcement de la protection sociale, la Chine persiste à justifier qu'en tant que pays "en voie de développement" elle [ne peut se permettre des dépenses sociales plus élevées](#). En réalité, cette prudence à créer davantage de sécurité sociale renvoie en partie à des considérations idéologiques.

BOX 1. Position du Président Xi Jinping sur l'état providence

Dans [un article](#) signé de sa main, Xi Jinping met ainsi en garde contre les dérives des « protections sociales excessives », en prenant pour exemple certains pays d'Amérique latine, où « des prestations sociales élevées ont entretenu des comportements d'assistanat et favorisé des individus à la paresse, ce qui a fini par peser lourdement sur les finances publiques et conduit à tomber dans le piège du revenu intermédiaire ».

Comme en 2025, la seule mesure concrète est une hausse du minimum de pension de retraite des ruraux s'élevant en 2026 à 20 yuans par mois (soit moins de 3 euros).

Concernant les subventions directes à la consommation, le principal programme en vigueur qui était déjà en vigueur dédié [au renouvellement des électroménagers et véhicules](#) a vu son budget réduit de 300 à 250 milliards de yuans, soit une baisse de près de 17 %. Par ailleurs, son efficacité apparaît décroissante, dans la mesure où il tend à anticiper la demande des ménages tout en continuant à soutenir prioritairement la production, au risque de prolonger les déséquilibres structurels. Plusieurs indicateurs en témoignent notamment le [ralentissement des ventes de véhicules électriques ou encore la baisse de la dépense moyenne par touriste lors du Nouvel An lunaire](#) en 2026.

I UNE CROISSANCE TIRÉE PAR L'OFFRE

En pratique, la Chine continue de privilégier une croissance tirée par l'investissement et l'offre, plutôt que par la demande intérieure. Malgré l'augmentation générale des droits de douane envers la Chine dans le monde, un nouveau record d'exportation a été atteint en 2025 avec 1,1 trillion de \$ d'export.

La Chine ayant réussi à rediriger une partie de ses exports américains vers l'Europe va retrouver des marges de manœuvres en 2026 grâce d'une part au [jugement rendu par la Cour suprême américaine](#), qui annule une partie des droits de douane de Trump, d'autre part, à la volonté du Président Trump lui-même de stabiliser les relations commerciales avec Xi Jinping [via la création d'un "conseil de commerce sino-américain"](#).

I D'AUTRES VULNÉRABILITÉS

Dans les semi-conducteurs avancés, la Chine reste fortement dépendante des technologies étrangères, notamment [en matière de lithographie](#). Plus largement, certaines chaînes de valeur critiques, en particulier les logiciels et les composants de haute précision, échappent encore à sa maîtrise.

Ces vulnérabilités concernent également l'amont industriel. La Chine demeure dépendante de certaines matières premières stratégiques, à l'image du minerai de fer. Toutefois, ces dépendances restantes sont bien comprises par le gouvernement chinois comme l'illustrent les investissements massifs dans le [projet de Simandou, en Guinée](#), sécurisant l'accès aux ressources afin de réduire les risques d'approvisionnement.

IV • Un double discours vis-à-vis de l'Europe

I UN DISCOURS EN FAVEUR DE L'INTERDÉPENDANCE

Dans ses relations avec l'Europe, la Chine continue de promouvoir une vision de la mondialisation fondée sur l'ouverture et la coopération. Les responsables chinois critiquent régulièrement les politiques européennes de « derisking », qu'ils présentent comme une forme de découplage et assimilent à du protectionnisme.

BOX 2. Discours de l'Ambassadeur de Chine en France, Deng Li et du ministre des Affaires étrangères Wang Yi.

Deng Li a affirmé l'an dernier que la Chine ne cherche pas explicitement à dégager des excédents commerciaux vis-à-vis de ses partenaires. Cette année, lors de la conférence de presse annuelle du ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, Pékin a de nouveau adressé un signal aux Européens : « Nous nous réjouissons de voir nos partenaires européens sortir du “petit grenier” du protectionnisme pour venir dans la “salle de sport” qu’est le marché chinois, où ils pourront se renforcer et améliorer leur compétitivité. » Il a également souligné que « l’interdépendance n’est pas un risque et l’imbrication des intérêts n’est pas une menace ».

Le sous-entendu est clair : la Chine se présente comme ouverte à l’investissement étranger, tout en suggérant que les éventuelles difficultés rencontrées par les entreprises européennes relèvent avant tout d’un déficit de compétitivité.

I UNE RÉALITÉ DE FERMETURE SÉLECTIVE

Dans les faits, le quinzième plan quinquennal prévoit un renforcement de la maîtrise totale des chaînes de valeurs par la Chine dans des domaines très variés. Une forme d’autosuffisance qui entraîne des politiques de préférences nationales, en particulier dans les secteurs technologiques. Le marché chinois devient progressivement moins accessible aux exportations des entreprises étrangères, notamment dans les segments à forte valeur ajoutée.

Cette évolution traduit une contradiction structurelle : la Chine appelle à l’ouverture des marchés internationaux pour ses exportations, alors qu’elle souhaite avoir une autosuffisance absolue.

Cette apparente incohérence relève en réalité d’une stratégie cohérente. La Chine ne rejette pas la mondialisation, mais cherche à en redéfinir les règles à son avantage, en combinant ouverture externe et souveraineté interne. Beaucoup a déjà été écrit sur ce phénomène appelé « la double circulation » (双循环).

V • Les implications pour l’Europe

En verrouillant l’amont des filières par le contrôle des matières premières stratégiques et l’aval par la maîtrise des débouchés et des standards, la Chine coince l’appareil industriel européen au milieu de la chaîne de valeur. L’ère des années 80’ et 90’ pendant lesquelles les entreprises européennes bénéficiaient d’une grande avance technologique leur permettant d’accéder au marché

chinois en échange de transferts technologique a définitivement expiré. Pékin domine désormais 57 des 64 technologies critiques répertoriées par l’ASPI. L’UE cesse d’être le partenaire indispensable pour devenir un fournisseur de niche en sursis et un marché cible destiné à absorber les produits chinois.

Le Haut-Commissariat au Plan, organe français d’analyse et de planification à long-terme, montre à juste titre comment le “rouleau compresseur chinois” (sa montée en gamme dans tous les domaines) a provoqué la disparition d’une grande partie de l’industrie européenne et menace ce qu’il en reste. Tandis que la baisse de valeur ajoutée des technologies européennes réduit l’attractivité du marché chinois pour nos entreprises, la concurrence pernicieuse entre pairs et les surcapacités massives générées par la politique industrielle de Pékin se traduisent par une expansion internationale agressive, qui inonde et fragilise chaque jour davantage le marché unique européen.

VI • La réaction européenne a commencé

Si nous reprenons notre schéma des 8 piliers de la stratégie chinoise, on peut voir que l’Union européenne a déjà commencé à réagir sur plusieurs flans.

I PILIER 1 : RESSOURCES ET RAFFINAGE

- **Ce qui existe déjà : Le Critical Raw Materials Act (CRMA).** Ce règlement fixe des objectifs contraignants à l’horizon 2030 pour sécuriser les chaînes de valeur : 10 % d’extraction minière sur le sol européen,

40 % de transformation et de raffinage au sein de l'UE, 25 % de recyclage, et un plafond strict de 65 % de dépendance envers un seul pays tiers pour chaque matière stratégique.

C'est une réponse structurelle de premier ordre. L'UE s'attaque directement au cœur du monopole de raffinage chinois en cherchant à recréer une souveraineté amont. Cependant, [les chiffres adoptés en 2023](#) n'ont pas mené à des progrès significatifs en trois ans. Particulièrement sur la question du recyclage, la capacité à mobiliser des capitaux privés massifs et à accélérer l'acceptabilité locale et environnementale des projets d'ouverture de mines en Europe, est très compliquée face à un calendrier chinois déjà opérationnel.

I PILIER 2 : INFRASTRUCTURES ET INVESTISSEMENTS

- **Ce qui existe déjà :** L'**Industrial Accelerator Act** (adopté en mars 2026). Ce texte fixe une ambition claire : porter la part de l'industrie manufacturière à 20 % du PIB européen d'ici 2035. Il introduit des mécanismes d'accélération drastique des procédures d'octroi de permis pour les usines stratégiques et met en place des critères pour réduire activement les dépendances industrielles de l'Union.

Cet outil marque l'entrée de l'Europe dans une logique de planification industrielle, rompant avec le laisser-faire historique. L'intention réglementaire est solide, mais l'efficacité globale reste bridée par l'absence d'un instrument financier centralisé paneuropéen pour financer les grandes infrastructures de réseau (énergie, logistique), laissant la charge de l'investissement reposer de manière asymétrique sur les budgets des États membres.

I PILIER 6 : CONTRÔLE D'ACCÈS AU MARCHÉ EUROPÉEN (FACE À LA « DOUBLE CIRCULATION »)

- **Ce qui existe déjà :** Une posture de fermeté accrue, caractérisée par le déclenchement d'enquêtes anti-subsides, d'enquêtes de sauvegarde sectorielles, et le développement d'un instrument dédié à la lutte contre les surcapacités subventionnées.

C'est historiquement le pilier le plus puissant de l'Union européenne. En utilisant la taille de son marché unique comme levier de négociation et de protection, l'Europe prouve qu'elle sait bâtir un rapport de force commercial pour bloquer le dumping lié aux surcapacités chinoises (qui ont atteint 1,1 trillion de dollars d'exports mondiaux en 2025). Sa suffisance à long terme reste néanmoins suspendue aux tiraillements politiques de l'Allemagne, prise entre son propre déclin industriel et sa volonté d'éviter une escalade commerciale généralisée avec Pékin.

I PILIER 8 : INSTRUMENTALISATION COERCITIVE DES DÉPENDANCES

- **Ce qui existe déjà :** Le déploiement opérationnel de [la doctrine du "De-risking"](#). L'UE s'est dotée d'outils juridiques : l'Instrument anti-coercition (pour répliquer collectivement à des sanctions économiques unilatérales), le filtrage renforcé des Investissements Directs Étrangers (IDE), et des mécanismes de vigilance sur la sécurité des chaînes d'approvisionnement des technologies clés.

L'UE dispose désormais d'outils pour répondre à des pressions concrètes, à l'image des pressions économiques exercées par la Chine [sur la Lituanie en 2022](#). Le cadre juridique envoie un signal clair, bien qu'il demeure par essence un outil de réaction et non de projection de puissance économique. De plus son utilisation est soumise à un vote à la majorité qualifiée du Conseil. [Lorsque les états-membres sont divisés](#) sur son utilisation, l'UE est donc bloquée.

VII • L'analyse des piliers faibles

À la lumière des 8 piliers, on peut se rendre compte que l'UE a surtout mis en place des outils de défense commerciale. En effet, les chiffres du déficit commercial européen envers la Chine sont tels que l'unité politique européenne est forte sur ce sujet. De plus, la politique commerciale est l'une des mieux intégrée dans l'UE. Toutefois, dans les domaines qui sont [relevant de prérogatives nationales](#), sans surprise les outils européens sont beaucoup moins nombreux.

I PILIER 3 : TALENTS ET FORMATION

- **Ce qui existe déjà** : L'Union of Skills (lancée en mars 2025) pour harmoniser les compétences professionnelles. Le STEM Education Strategic Plan pour pousser les matières scientifiques. Le projet de Diplôme européen d'ingénieur pour faciliter la mobilité transfrontalière. L'EU Talent Pool conçu comme une plateforme de recrutement pour attirer les compétences extra-européennes.

Ce n'est pas un vide mais une fragmentation de compétences. L'éducation reste une prérogative strictement nationale (Article 165 du TFUE). L'UE n'a qu'un rôle d'incitation. Pendant que l'UE crée des plateformes de mise en relation (*EU Talent Pool*), la Chine planifie l'allocation directe de ses ingénieurs dans ses filières stratégiques.

I PILIER 4 : BREVETS ET R&D

- **Ce qui existe déjà** : Le programme-cadre Horizon Europe (doté de près de 100 milliards d'euros), le Conseil européen de l'innovation (EIC) pour repérer les technologies de rupture, l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT), et le bureau européen des brevets (EPO).

C'est un paradoxe européen : l'Europe excelle dans la recherche fondamentale et les publications, mais échoue dans la commercialisation et le passage à l'échelle industrielle. Les lourdeurs bureaucratiques d'Horizon Europe découragent les start-ups. Le constat de l'ASPI cité plus haut est remarquable : quelques institutions chinoises (en tête, la *chinese academy of science*) concentrent les budgets, chercheurs et infrastructures tandis que le manque de politique industrielle européenne coordonnée mène à une fragmentation de la recherche européenne.

I PILIER 5 : PRODUCTION ET SUBVENTIONS

- **Ce qui existe déjà** : Les PIIEC (Projets Importants d'Intérêt Européen Commun) sur l'hydrogène, les batteries ou la santé ; le *Net-Zero Industry Act* (NZIA) ; le *Chips Act* ; et la plateforme STEP (*Strategic Technologies for Europe Platform*).

Le compte n'y est pas. La plateforme STEP n'est qu'un reformatage de fonds existants (fonds de cohésion, Horizon) sans «nouvel argent» frais. Toutefois, le Conseil a arrêté sa position sur un nouveau "fonds de compétitivité de l'UE" prévu dans le prochain Budget multi annuel (2028-2034). A suivre donc.

I PILIER 7 : STANDARDS, DONNÉES ET NORMES TECHNIQUES

- **Ce qui existe déjà** : Le Comité européen de normalisation (regroupant les agences nationales pour harmoniser les normes européennes), La *Stratégie de normalisation de l'UE* (2022), l'*AI Act*, le *Data Act*, et le *Digital Markets Act* (DMA).

La définition des standards internationaux vient à deux moteurs principaux, les innovations et les organisations internationales de standardisation. L'Europe est une puissance régulatrice. Elle sait fixer les limites éthiques et juridiques de son marché intérieur (exemple le RGPD ou l'*AI Act*). Ses normes se sont imposées dans le monde entier via ses grandes entreprises et l'influence des normes ISO. Toutefois, ce sont les entreprises chinoises qui déploient massivement les nouvelles technologies (les infrastructures de recharge, les routeurs 6G, les architectures cloud) et fixent les nouvelles normes de fait. La Chine a également bien compris l'importance des standards ISO et concurrence également les européens dans ces forums internationaux.

Tableau récapitulatif des initiatives européennes existantes et une évaluation de leur impact face à la stratégie verticale chinoise en 8 piliers.

Pilier Stratégique Chinois (15 ^e Plan)	Réponse Européenne : Ce qui existe déjà	Évaluation du Rapport de Force & Suffisance
1. Ressources et raffinage Contrôle de l'amont et monopole de la transformation des métaux critiques.	Critical Raw Materials Act (CRMA) : Objectifs 2030 de 10 % d'extraction, 40 % de raffinage au sein de l'UE, et un plafond de 65 % de dépendance par matière envers un pays tiers.	En cours mais difficile : L'outil est conceptuellement robuste pour briser le monopole de raffinage chinois, mais son succès dépendra de la rapidité des financements et de l'acceptabilité locale des projets miniers en Europe.
2. Infrastructures et investissements Investissements centralisés massifs pour bâtir un appareil productif ultra-résilient (énergie, numérique, logistique).	Industrial Accelerator Act (mars 2026) : Plan visant à porter l'industrie manufacturière à 20 % du PIB européen d'ici 2035 en accélérant l'octroi des permis et en réduisant les dépendances stratégiques.	En cours d'implémentation : C'est un pas important vers la planification industrielle, mais l'accélération concrète sur le terrain reste à prouver face à la vitesse d'exécution des infrastructures chinoises.
3. Talents et formation Planification de l'appareil éducatif axé sur les STEM, rétention et attraction massive de chercheurs (notamment 38 % des experts mondiaux en IA).	Mosaïque d'initiatives non coordonnées : L'« Union of Skills » (mars 2025), le <i>STEM Education Strategic Plan</i> , le projet de diplôme européen d'ingénieur, et la plateforme <i>EU Talent Pool</i> pour attirer les compétences extra-européennes.	Insuffisant (Fragmentation) : L'éducation et les compétences restent des prérogatives strictement nationales au sein de l'UE. Face à la gestion centralisée du capital humain par Pékin, l'Europe oppose des dispositifs d'incitation dispersés et souffre d'une fuite continue de ses cerveaux technologiques.
4. Brevets et R&D Transformation de la puissance manufacturière en puissance d'innovation de rupture. Domination dans 57 des 64 technologies critiques de l'ASPI.	Programmes-cadres et agences : Financements via le programme <i>Horizon Europe</i> (près de 100 milliards d'euros), le Conseil européen de l'innovation (EIC) pour les technologies de rupture, et l'EIT.	Insuffisant : L'Europe produit une excellente recherche fondamentale mais échoue à la commercialiser et à la transposer à l'échelle industrielle. La bureaucratie décourage l'innovation rapide, laissant la Chine transformer ses brevets en monopoles de marché.
5. Production et subventions Soutien étatique asymétrique (foncier, crédit, commandes) et lancement de 109 projets de rupture (IA, quantique, nouveaux matériaux).	Outils sectoriels et dérogations : Les PIIEC (Projets Importants d'Intérêt Européen Commun), le <i>Net-Zero Industry Act</i> (NZIA), le <i>Chips Act</i> , et la plateforme STEP (<i>Strategic Technologies for Europe Platform</i>).	Insuffisant : Le blocage d'un véritable <i>Fonds de Souveraineté Européen</i> a poussé l'UE à assouplir le régime des aides d'État nationales. Cela favorise les États les plus riches (Allemagne, France), fragmente le marché unique et offre une réponse financièrement inférieure aux subventions massives et unifiées de Pékin.

6. Contrôle d'accès au marché européen Doctrine de la « double circulation » : sécurisation du marché intérieur et déversement des surcapacités industrielles à l'international (1,1 trillion \$ d'exports en 2025).	Arsenal défensif et offensif commercial : Multiplication des enquêtes anti-subsides, déclenchement fréquent d'enquêtes de sauvegarde sectorielles, et développement d'un instrument dédié à la lutte contre les surcapacités subventionnées.	Mature : C'est le pilier où la réponse européenne est la plus unie. L'Europe assume désormais l'usage des barrières tarifaires pour protéger son tissu industriel face aux vagues d'importations à bas coût.
7. Standards, données et normes techniques Définition des standards internationaux de demain (IA, 6G, vert) et captation des flux de données via les infrastructures numériques déployées.	Superpuissance réglementaire : La <i>Stratégie de normalisation de l'UE</i> (2022), le déploiement de l' <i>AI Act</i> , du <i>Data Act</i> , et du <i>Digital Markets Act</i> (DMA).	En cours : A travers l'organisation internationale de normalisation (ISO), de nombreux standards européens se sont implantés à l'international. Toutefois, ce sont les grands centres de recherches et les champions industriels sont désormais étrangers, les nouvelles normes industrielles majeures risquent d'être extra-européenne.
8. Instrumentalisation coercitive Usage offensif des dépendances économiques comme levier de rétorsion géopolitique (ex: blocage des exports de terres rares fin 2025).	Sécurité économique : Doctrine européenne du « <i>De-risking</i> », mise en place d'instruments anti-coercition économique et mécanismes de filtrage des investissements directs étrangers (IDE).	En cours : L'Europe dispose désormais d'outils juridiques pour réagir collectivement en cas de chantage ou de sanctions unilatérales. Toutefois elle ne peut activer ces instruments que lorsque les états membres sont collectivement unis.

VIII • Il ne s'agit pas d'être plus "dur" ou plus "fermé" avec la Chine : il faut combler le vide pour rebâtir la puissance

Une dynamique d'approfondissement européen portée par un noyau dur d'États membres (la France, l'Italie, l'Espagne, les Pays Bas et la Lituanie) s'est cristallisé autour d'un document conjoint [exhortant l'Union européenne à multiplier les enquêtes sur les pratiques commerciales déloyales](#). Cette initiative s'aligne directement sur l'agenda de la Commission européenne, qui s'apprête à publier [un plan d'action nettement plus ferme](#), visant à identifier de nouveaux secteurs pour des enquêtes de sauvegarde (safeguard investigations) et à finaliser un instrument dédié à la lutte contre les surcapacités subventionnées par l'État chinois (overcapacity instrument).

Néanmoins, cette intense bataille politique se concentre quasi exclusivement sur le terrain douanier, ce qui ne correspond en réalité qu'au seul pilier 6 de la stratégie chinoise.

Pour rebâtir une véritable puissance d'avenir, l'Union européenne doit combler ses propres vides stratégiques. Cela exige d'investir dans les piliers de la projection : la formation coordonnée des talents (Pilier 3), la commercialisation industrielle de la R&D de rupture (Pilier 4), l'affirmation de standards techniques mondiaux (Pilier 7) et le financement unifié par un authentique Fonds de Souveraineté Européen (Pilier 5).

Cette approche globale permet également de neutraliser la stratégie de fragmentation exploitée par Pékin. La Chine ne se sent nullement obligée de plier face aux demandes de l'UE, car elle part du postulat que les divisions intra-européennes paralysent structurellement la construction d'un

front uni. L'Europe est trop souvent perçue à Pékin comme un acteur faible, prévisible et fragmenté. Le gouvernement chinois capitalise précisément sur les hésitations d'États membres clés, à l'instar de l'Allemagne ou de l'Espagne, qui cherchent à éviter l'escalade ou à figer le statu quo pour préserver leurs investissements et leurs intérêts commerciaux directs.

Or, si le consensus politique est complexe à sceller sur le terrain strictement douanier en raison des asymétries économiques nationales, un alignement fort et unanime des Vingt-Sept est parfaitement atteignable sur les autres dimensions de la souveraineté. Aucun État membre ne peut s'opposer à la consolidation du capital humain, au financement conjoint des technologies de rupture ou à la protection de nos normes industrielles. Élargir la boîte à outils (*policy toolkit*) européenne implique donc de dépasser la seule posture défensive pour opposer méthodiquement 8 piliers européens face aux 8 piliers du 15^e plan quinquennal chinois. C'est en structurant cette riposte en miroir que l'Europe cesse d'être un simple marché de destination pour enfin s'affirmer comme un pôle de puissance unifié et crédible.

• Conclusion

L'autosuffisance technologique chinoise ne constitue pas un repli, mais une stratégie de puissance. Elle vise à réduire les vulnérabilités du pays tout en renforçant sa position dans les chaînes de valeurs mondiales.

Cette stratégie repose sur une tension fondamentale : la Chine cherche à concilier souveraineté technologique et expansion commerciale, fermeture interne et ouverture externe. Ces tensions redéfinissent les périmètres de la mondialisation et sa compréhension de la globalisation.

Pour l'Europe, le défi est désormais clair : il ne s'agit plus seulement de s'adapter à la montée en puissance de la Chine, mais de repenser sa propre stratégie dans un monde où les règles du jeu sont en train de changer voire d'être défini par la Chine.

Directrice de la publication : Sylvie Matelly • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • Mise en pages : Marjolaine Bergonnier • © Notre Europe - Institut Jacques Delors

Institut Jacques Delors

Penser l'Europe • Thinking Europe • Europa Denken
17 rue d'Antin, 75002 Paris, France
www.delorsinstitute.eu • info@delorsinstitute.eu

L'Institut Jacques Delors est une entité de la Fondation Jacques Delors Friends of Europe

